

QUELLE DYNAMIQUE DE CRÉATION D'ÉTABLISSEMENTS DANS LE GRAND REIMS ?

Pilier fondamental du développement territorial, la création d'entreprises peut s'avérer volatile au gré des mesures réglementaires ou de la conjoncture économique. Les éléments factuels présentés dans cette note visent ainsi à mesurer les tendances de fond qui animaient le tissu économique du Grand Reims jusqu'en 2019, marquant de fait un « jalon ante-crise sanitaire », et à apporter une vision prospective quant aux effets potentiels de la crise du COVID-19 sur la dynamique de création.

Globalement, les analyses portant sur les données d'avant crise sanitaire soulignent l'évolution positive du tissu économique, le bon dynamisme des créations d'établissements au sein de la Communauté Urbaine, ainsi qu'une résilience accrue des jeunes entreprises. Au fort coup d'arrêt lié aux mesures d'endiguement de la pandémie devrait succéder un rebond des créations, soutenu par les envies d'évolutions professionnelles nées au cours du confinement mais également, et peut être surtout, par la nécessité économique ou la crainte de la perte de son emploi.

En outre, des zooms spécifiques dédiés à l'auto-entrepreneuriat, au secteur agricole et à la création dans les Quartiers Prioritaires de la Ville ont été réalisés, afin de mieux appréhender ces champs d'activités jusqu'ici peu explorés.

UN TISSU D'ÉTABLISSEMENTS EN PROGRESSION

Fin 2018, la Communauté Urbaine du Grand Reims comptait **plus de 21 000 établissements dans le secteur marchand non agricole**, dont près de 13 000 à Reims. En y ajoutant le secteur non marchand et l'agriculture, **le nombre d'établissements total est estimé à environ 27 500 dans le Grand Reims**, dont 13 700 à Reims.

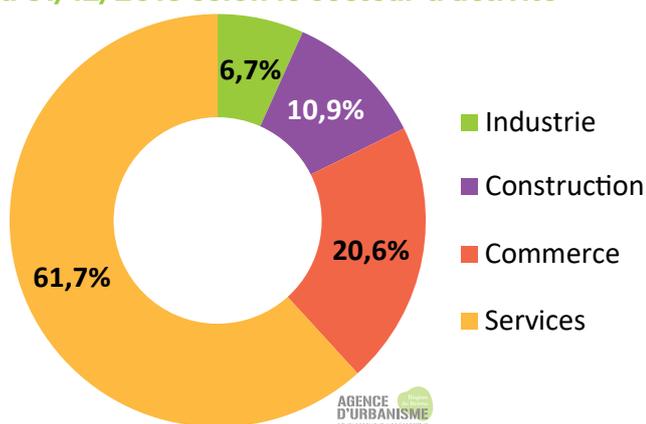
La Communauté Urbaine présente le **deuxième tissu économique le plus développé des intercommunalités du Grand Est, derrière l'Eurométropole de Strasbourg** qui compte plus de 44 000 établissements et devant le Grand Nancy (20 500), Mulhouse Alsace (19 300) et Metz Métropole (18 700).

Nombre d'établissements au 31/12/2019

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|-------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Reims | 11 343 | 11 555 | 12 256 | 12 947 |
| Grand Reims | 18 279 | 18 778 | 19 846 | 21 154 |
| Marne | 33 304 | 34 121 | 35 733 | 37 719 |
| Grand Est | 327 087 | 332 863 | 346 380 | 363 627 |
| France | 4 991 202 | 5 127 215 | 5 366 852 | 5 680 390 |

Source : INSEE - Secteur marchand hors agriculture

Répartition des établissements du Grand Reims au 31/12/2018 selon le secteur d'activité



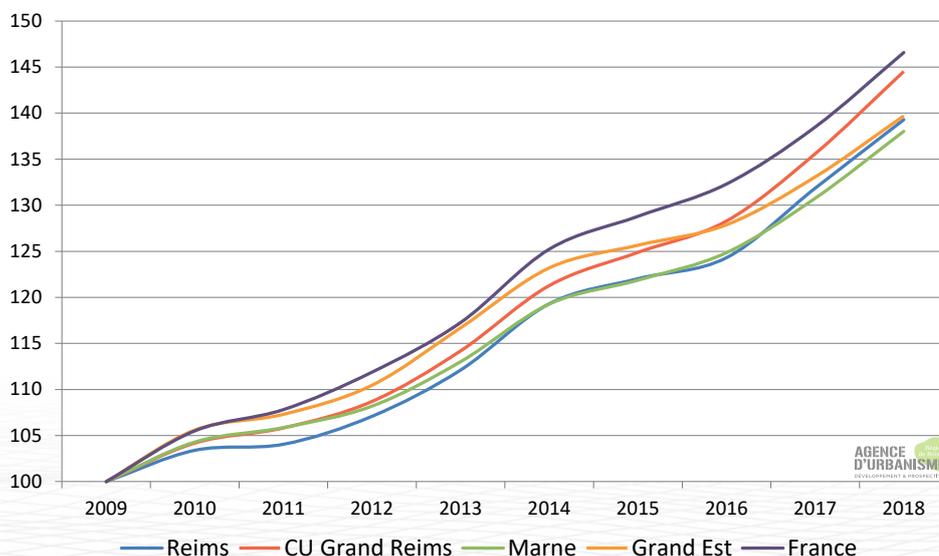
Source : INSEE - Secteur marchand hors agriculture

L'économie du Grand Reims est **majoritairement tournée vers les services**, lesquels regroupent près des deux tiers des établissements au sein du secteur marchand hors agriculture, dont 10% relèvent de la santé (rapportée au champ d'activité total, la part des services demeure supérieure à 50%). A noter que le Grand Reims se distingue par **une forte présence des établissements relevant des services aux entreprises et notamment de cabinets comptables et juridiques (6,3% des établissements contre seulement 4,8% au niveau régional)**.

A l'inverse, le secteur de la construction apparaît moins présent localement (10,9% des établissements) que dans l'ensemble du Grand Est (12,4%).

Evolution du nombre d'établissements

Base 100 en 2009



Source : INSEE - Secteur marchand hors agriculture

Depuis 2009, le nombre d'établissements du Grand Reims a augmenté de près de 45%, une évolution nettement mieux orientée que celle observée au niveau de la Marne (+38%) ou du Grand Est (+40%), mais en léger retrait de la tendance nationale (+47%).

La **bonne performance enregistrée par la Communauté Urbaine** s'explique notamment par une forte progression de deux secteurs d'activité : celui de l'information-communication et celui du commerce et de l'hôtellerie-restauration.

UNE DYNAMIQUE DE CRÉATION EN EXPANSION

Depuis 2016, la création d'établissements s'est nettement redressée dans le Grand Reims.

L'année 2019 est venue appuyer ce constat, le territoire ayant enregistré l'ouverture de 3 669 nouvelles entités, soit 532 de plus que l'année précédente. Entre 2015 et 2019 le nombre d'établissements créés a progressé de 75% dans la Communauté Urbaine soit près de 1 600 unités supplémentaires. L'analyse des taux de création annuels souligne le fort dynamisme du Grand Reims depuis 2016, l'accélération des créations d'établissements s'y avérant nettement plus soutenue qu'au niveau départemental ou régional.

Cette forte hausse est notamment soutenue par la montée en puissance des activités de coursiers travaillant pour des plateformes de type Deliveroo ou Uber Eats : aucune création enregistrée jusqu'en 2016 puis 217 en 2017, 347 en 2018 et 392 en 2019. En parallèle, de nombreux particuliers ont lancé une activité de e-commerce : plus de 120 créations entre 2015 et 2019.

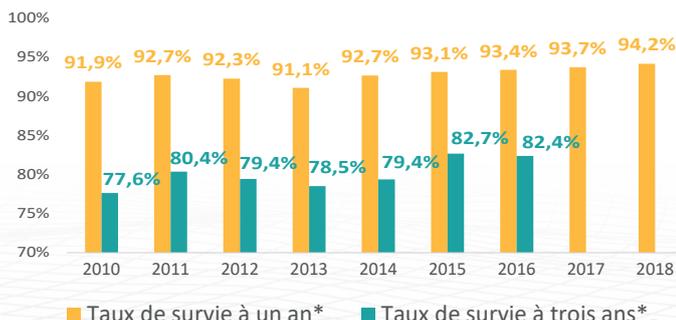
Du côté des activités plus « classiques », il est à noter la progression continue depuis 2015 de la création de cabinets de conseil (juridiques, comptables), de nettoyage des bâtiments, d'agences immobilières, d'électriciens ou encore de restauration rapide.

Taux de création* 2019 dans le Grand Reims

| | Nombre d'établissements créés | Taux de création |
|--------------|-------------------------------|------------------|
| Industrie | 157 | 11,1% |
| Construction | 305 | 13,2% |
| Commerce | 605 | 13,9% |
| Services | 2 602 | 19,9% |
| Total | 3 669 | 17,3% |

Source : INSEE - Secteur marchand hors agriculture

Taux de survie des établissements*



Source : INSEE - Secteur marchand et non marchand

Créations d'établissements dans le Grand Reims



Source : INSEE - Secteur marchand hors agriculture

AGENCE D'URBANISME

Taux de création d'établissements*



Source : INSEE - Secteur marchand hors agriculture

Signe d'une dynamique d'entrepreneuriat particulièrement bien orientée au niveau local, le taux de création* 2019 s'avère nettement plus élevé dans le Grand Reims (17,3%) que dans la Marne (14,9%), le Grand Est (13,6%) ou encore la France (16%). Sans surprise, le taux de créations dans les services (19,9%) s'établit à un niveau bien supérieur à celui enregistré dans les autres secteurs d'activité.

L'amélioration de l'environnement économique observée depuis quelques années sur le Grand Reims s'est traduit par une accentuation de la résilience des établissements nouvellement créés. En effet, le taux de survie à un an* des établissements est passé de 91,1% en 2013 à 94,2% en 2018. De même, le taux de survie à trois ans* s'établissait à 82,4% en 2016, soit nettement plus qu'en 2010 (77,6%).

*Taux de création de l'année N = créations d'établissements année N / stock d'établissements au 31 décembre année N-1

*Taux de survie à un an : part des établissements toujours actifs un an après leur création

*Taux de survie à trois ans : part des établissements toujours actifs trois ans après leur création

ZOOM SUR LES MICRO-ENTREPRISES

Les créations de micro-entreprises (anciennement auto-entrepreneurs) ont connu plusieurs périodes distinctes dans le Grand Reims au cours des dix dernières années.

Après le lancement du dispositif en 2009 et une progression étalée sur deux ans, la dynamique s'est peu à peu essoufflée jusqu'en 2014. Ont suivi deux années nettement moins prolifiques, conséquence de la loi Pinel du 18 juin 2014 sur les auto-entrepreneurs qui a introduit de nouvelles mesures :

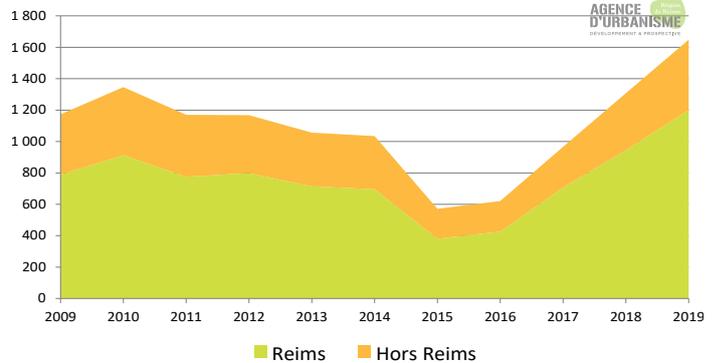
- Immatriculation obligatoire dans une Chambre de Métiers et de l'Artisanat pour les auto-entrepreneurs souhaitant exercer une activité de commerce ou d'artisanat
- Suivi d'un stage obligatoire préalable à l'installation
- Versement de taxes (notamment la contribution foncière des entreprises), dont les auto-entrepreneurs étaient exonérés auparavant

Par la suite, le statut de la micro-entreprise a été assoupli ou plutôt, élargi. Ainsi, le seuil du chiffre d'affaires annuel fixé pour entrer dans la catégorie, qui pouvait être un frein au réel développement d'une activité, a été relevé. Il est passé, au 1er janvier 2018, de 82.800 euros par an à 170.000 euros pour les activités de vente de marchandises ou de denrées, et de 33.200 à 70.000 euros pour les services. L'annonce de ce relèvement des seuils avait entraîné, **dès la fin 2017, une recrudescence des créations de micro-entreprises, laquelle s'est poursuivie en 2018 et 2019.**

Ce sont ainsi **plus de 1 600 micro-entreprises qui ont été créées en 2019 dans le Grand Reims**, dont 1 200 à Reims.

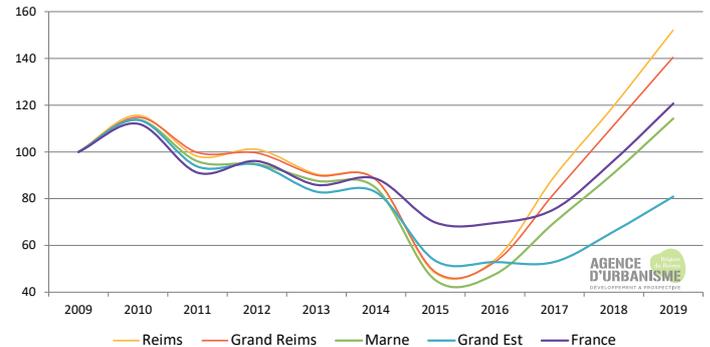
Comparée aux moyennes départementales, régionales et nationales, **la dynamique de création des micro-entreprises s'avère particulièrement prononcée dans le Grand Reims depuis 2017.**

Nombre de créations de micro-entreprises dans le Grand Reims



Source : INSEE - Secteur marchand hors agriculture - Estimations AUDRR

Créations de micro-entreprises

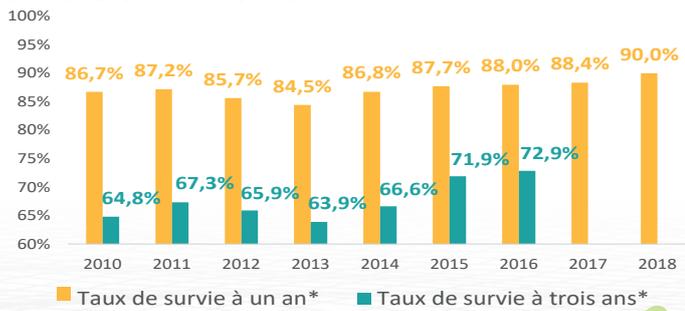


Source : INSEE - Secteur marchand hors agriculture - Estimations AUDRR

Cependant, il convient de rappeler que **les entreprises individuelles* sont structurellement moins résilientes que les sociétés « classiques ».**

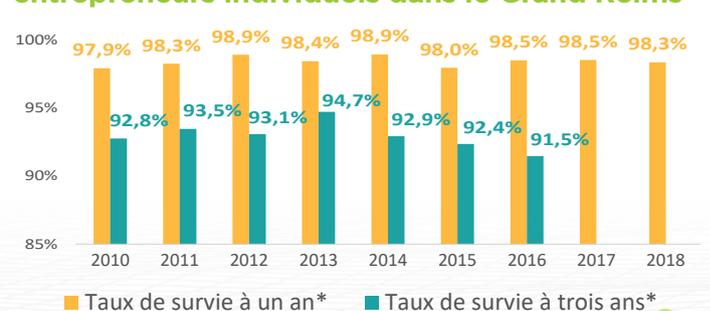
Ainsi les taux de survie à un an et à trois ans de ces dernières s'établissent systématiquement à un niveau supérieur à ceux des entreprises individuelles.

Taux de survie* des entrepreneurs individuels dans le Grand Reims



Source : INSEE - Secteur marchand et non marchand

Taux de survie* des établissements hors entrepreneurs individuels dans le Grand Reims



Source : INSEE - Secteur marchand et non marchand

*Taux de survie à un an : part des établissements toujours actifs un an après leur création

* Les micro-entreprises représentaient 70% des créations d'entreprises individuelles en 2019 dans le Grand Reims

ZOOM SUR L'ARTISANAT

La création d'établissements artisanaux inscrits à la Chambre des Métiers s'est nettement renforcée au cours des deux dernières années dans le Grand Reims, atteignant 905 unités en 2019, soit 347 de plus qu'en 2017. Parmi ces 905 nouveaux artisans, 418 exercent une activité de services et 218 relèvent de la Construction, c'est-à-dire du Bâtiment essentiellement.

Par ailleurs, l'amélioration de la création d'établissements dans l'artisanat depuis 2017 dans le Grand Reims est nettement plus prononcée que celle observée au niveau départemental ou régional. Cependant, alors que le taux de création annuel dans l'artisanat était systématiquement supérieur à celui observé hors artisanat entre 2010 et 2014 dans le Grand Reims, c'est le constat inverse qui prévaut depuis 2017.

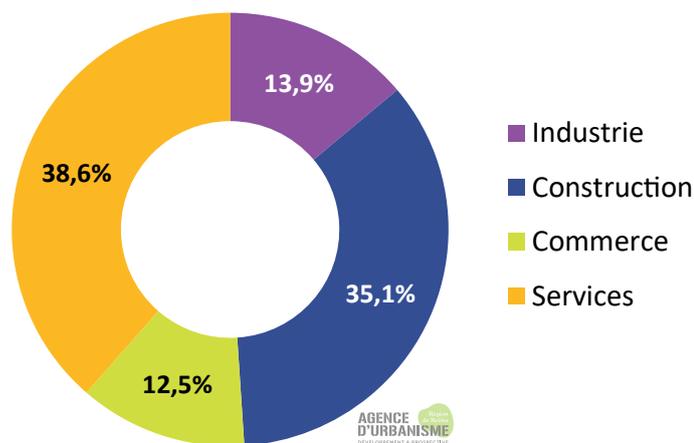
Taux de création 2019* dans le Grand Reims des établissements artisanaux

| | Nombre d'établissements créés | Taux de création |
|--------------|-------------------------------|------------------|
| Industrie | 111 | 13,9% |
| Construction | 286 | 14,2% |
| Commerce | 90 | 12,6% |
| Services | 418 | 18,9% |
| Total | 905 | 15,8% |

Source : INSEE - Secteur marchand hors agriculture

*Taux de création de l'année N = créations d'établissements année N / stock d'établissements au 31 décembre année N-1

Répartition des 5750 artisans du Grand Reims au 31/12/2018 selon le secteur d'activité

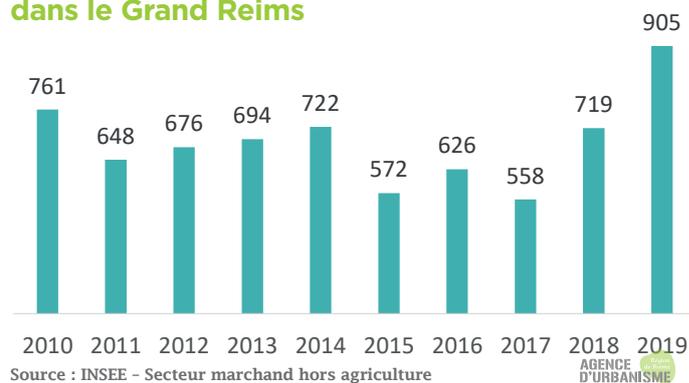


Source : INSEE - Secteur marchand hors agriculture

Ainsi, alors que le taux de création* dans l'artisanat atteignait 15,8% en 2019, celui observé hors artisanat s'élevait à près de 18%. Plus précisément, ce sont les activités de services qui présentent le taux de création* le plus élevé dans l'artisanat au niveau du Grand Reims (18,9%) en 2019, devant la Construction (14,2%) et l'Industrie (13,9%).

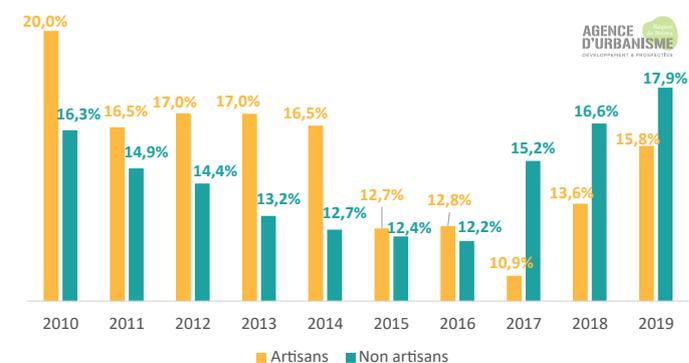
A la fin 2018, le nombre d'établissements artisanaux inscrits à la Chambre des Métiers s'élevait à près de 5750 dans le Grand Reims, dont 38,6% dans les services et 35,1% dans les métiers de la construction.

Créations d'établissements artisanaux dans le Grand Reims



Source : INSEE - Secteur marchand hors agriculture

Taux de création d'établissements* dans le Grand Reims



Source : INSEE - Secteur marchand hors agriculture

Taux de création d'établissements*



Source : INSEE - Secteur marchand hors agriculture

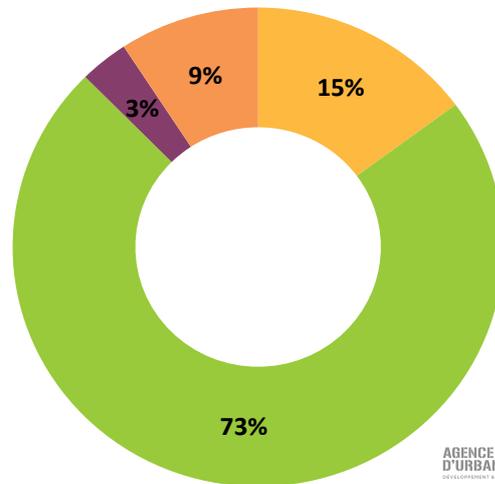
ZOOM SUR LES ENTREPRISES AGRICOLES

Répartition des établissements agricoles du Grand Reims en 2017

En 2017, le Grand Reims comptait plus de 4650 établissements agricoles (soit 4550 entreprises), dont près des trois quarts exerçaient une activité dans la viticulture, la culture de céréales représentant le second poste (15%).

Les deux tiers de ces établissements sont dirigés par des entrepreneurs individuels, contre 44% pour l'ensemble des secteurs d'activité. Les sociétés civiles sont également fortement représentées : 27% des établissements agricoles contre 6% tous secteurs confondus.

A noter que le nombre d'emplois (salariés et non-salariés) générés par ces 4 650 établissements agricoles est délicat à évaluer statistiquement, compte tenu du recours important aux saisonniers. Cependant, celui-ci peut être approximé en rapprochant les données issues de l'INSEE et celles de Pôle Emploi.



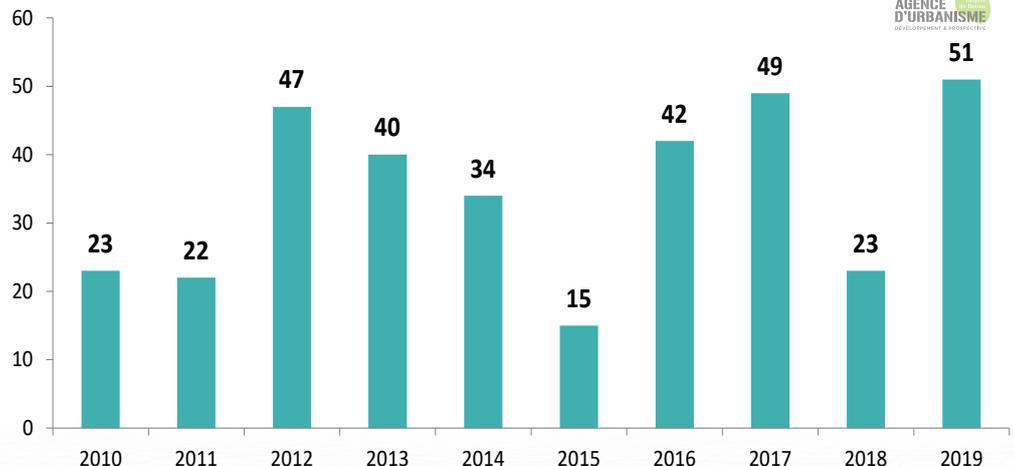
- Culture de céréales (à l'exception du riz), de légumineuses et de graines oléagineuses
- Culture de la vigne
- Élevage d'animaux
- Autres

Source : INSEE - Secteur marchand et non marchand

Ainsi, l'INSEE recensait en 2016 près de 5 000 personnes travaillant de façon permanente dans l'agriculture dans le Grand Reims, un effectif auquel il convient d'ajouter les saisonniers. Ceux-ci peuvent être estimés à 5 000 également selon l'enquête 2020 des Besoins en Main-d'œuvre de Pôle Emploi, dont 4 500 dans la viticulture. **Le nombre d'emplois peut donc être estimé dans le secteur agricole à environ 10 000.**

Nombre d'entreprises agricoles créées dans le Grand Reims

Par ailleurs, depuis 2010, le territoire enregistre en moyenne 35 créations annuelles d'entreprises. En 2019, ce sont ainsi une cinquantaine d'entreprises qui ont lancé leur activité dans le Grand Reims. La répartition des créations observées entre 2010 et 2019 demeure très proche de la structure du stock d'établissements, avec 70% de créations dans la viticulture notamment.



Source : Chambre d'Agriculture de la Marne

ZOOM SUR LES QUARTIERS PRIORITAIRES

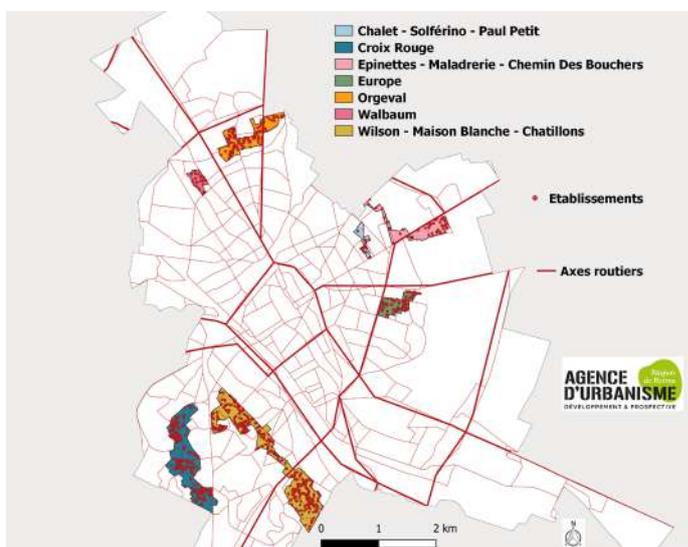
A fin 2019, près de 1 650 établissements pouvaient être dénombrés dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) de Reims, dont près des trois quarts à Croix-Rouge et Wilson - Maison Blanche - Châtillons.

Il convient toutefois de souligner que ce dénombrement comprend également les établissements n'ayant réalisé aucun chiffre d'affaires au cours de l'année.

Ce stock d'établissements a considérablement progressé en 2019, en raison essentiellement du **développement des activités de coursiers** pour les plateformes de type Deliveroo ou Uber Eats. Ainsi, **une centaine de coursiers résidant en QPV ont enregistré leur activité en 2019**, soit 60 de plus qu'en 2018 et 90 de plus qu'en 2017.

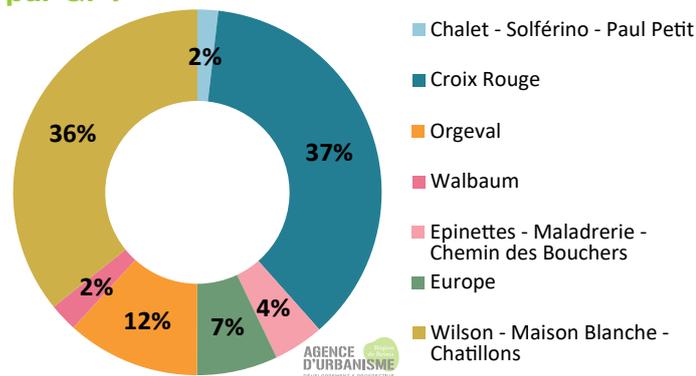
Globalement, **le tissu économique des QPV de Reims fait la part belle aux entrepreneurs individuels** (55% des établissements contre 35% dans les autres quartiers rémois) et **aux associations déclarées** (16% contre 10%).

Localisation des QPV* de Reims



Source : SIRENE - Secteur marchand et non marchand

Répartition des établissements à fin 2019 par QPV*



Source : SIRENE - Secteur marchand et non marchand

Plus précisément, les coursiers et les commerçants en ligne de produits divers représentent 15% des établissements en QPV, contre 4% sur les autres périmètres de Reims.

Quelques disparités apparaissent toutefois entre les deux principaux QPV : **alors que les coursiers et les associations s'avèrent particulièrement nombreux à Croix-Rouge, Wilson - Maison Blanche - Châtillons se distingue avant tout par la présence d'entrepreneurs individuels exerçant une activité de e-commerce.**

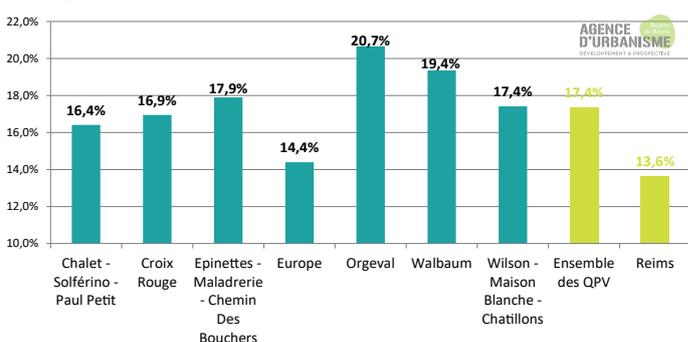
A noter également qu'avec un taux de création* de 17,4% entre 2003 et 2019, les QPV affichent globalement une dynamique de création mieux orientée que les autres quartiers de Reims, le quartier Europe faisant toutefois office d'exception.

*QPV : Quartier Prioritaire de la Ville

*Taux de création 2003-2019 : création d'établissements entre 2003 et 2019 / stock d'établissements moyen entre 2002 et 2018

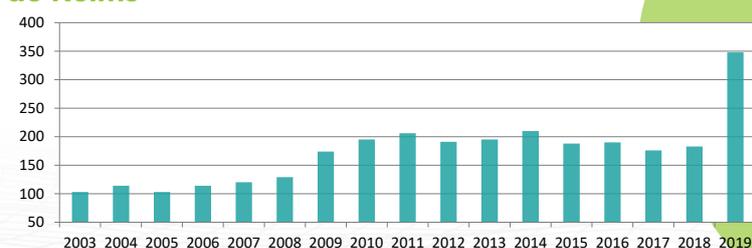
Enfin, conséquence de la faible part de sociétés « classiques » dans les QPV, les entreprises s'y **avèrent moins résilientes**. De fait, alors qu'en moyenne 92% des établissements créés à Reims hors QPV depuis dix ans étaient encore actifs au bout d'un an et 76% l'étaient encore au bout de trois ans, ces pourcentages descendent à 85% et 62% pour les QPV.

Taux de création d'établissements entre 2003 et 2019*



Source : SIRENE - Secteur marchand et non marchand

Nombre d'établissements créés dans les QPV** de Reims



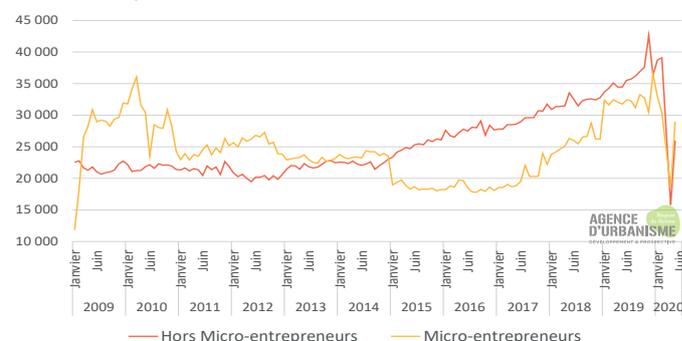
Source : SIRENE - Secteur marchand et non marchand

UNE PREMIÈRE ANALYSE DES IMPACTS DE LA CRISE SANITAIRE

Créations mensuelles d'entreprises en France

A la suite des mesures de confinement mises en place par le gouvernement à compter du 17 mars 2020 afin de lutter contre l'épidémie du COVID-19, les créations d'entreprises ont lourdement chuté en France en mars (-25,7%*) et avril (-33,4%*) avant d'entamer un début de rebond en mai (+59,9%*). Globalement, le nombre d'entreprises créées en France entre mars et mai 2020 a chuté de 31% par rapport à la même période de l'année précédente. La chute est toutefois moins brutale au niveau des micro-entrepreneurs.

Données CVS-CJO*



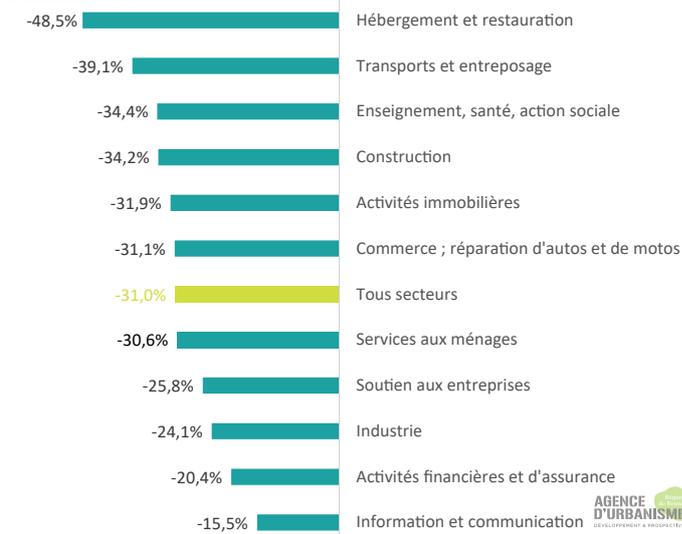
Source : INSEE - Champ marchand hors agriculture - Traitements AUDRR

Evolution du nombre de créations d'entreprises en France de mars à mai 2020 par rapport à la même période de l'année précédente

L'hébergement-restauration apparaît comme le secteur le plus affecté par le recul des créations (-48,5% entre mars et mai 2020 par rapport à la même période de l'année précédente), devant les transports et l'entreposage (-39,1%). A l'inverse, les créations d'entreprises ont mieux résisté dans le domaine de l'information et de la communication, ne reculant «que» de 15,5%.

Concernant le Grand Reims, l'impact du confinement sur le volume de création d'entreprises devrait être du même ordre que la tendance nationale, le territoire présentant sur les dernières années une structure de créations selon le secteur d'activité proche des résultats nationaux. La Communauté Urbaine pourrait toutefois être légèrement moins touchée, la dynamique de création de micro-entreprises étant plus développée localement que sur l'ensemble du pays.

Données brutes



Source : INSEE - Champ marchand hors agriculture - Traitements AUDRR

*Données CVS-CJO : données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables

VERS UN REBOND DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES ?

La création d'entreprises devrait rebondir après le fort recul opéré en raison de la crise sanitaire, principalement pour trois raisons : le report temporel des créations, la nécessité économique (trouver une nouvelle source de revenus face à la contraction de l'activité actuelle et de la crainte de perdre son emploi à terme) et l'envie d'évoluer professionnellement (née de la période de confinement propice à la réflexion sur les orientations de carrières). Cependant, l'envie de lancer son entreprise risque de se heurter au décalage structurel français entre la volonté d'entreprendre et la constitution de statuts. D'après une étude récente de France Stratégie (« Création d'entreprise : de la volonté au passage à l'acte » - Avril 2020), moins de 10% de ceux qui disent vouloir devenir entrepreneurs réalisent leurs projets en France, contre près de 25% en Allemagne et aux Etats-Unis, et 45% au Royaume-Uni.

Président de l'AUDRR
Cédric CHEVALIER

Directeur de publication
Christian DUPONT

Rédaction
Jérôme BOUÉ

Conception graphique
Mélanie TERRISSE / Léa ROUSSEAU

AGENCE D'URBANISME
Développement & Prospective
Région de Reims

www.audrr.fr